

URGENCE CLIMATIQUE OU NUCLEARISATION FORCEEE ?

L'enfumage généralisé de la société par les nucléocrates et nucléaristes*

Depuis quelques temps il ne se passe pas un jour sans que les « grands médias » nationaux nous parlent de l'urgence climatique et de la nécessité d'agir pour « sauver la planète ».

Bizarrement, ces grands médias ne parlent jamais de l'extrême urgence à mettre hors d'état de nuire les arsenaux nucléaires et les installations nucléaires destinées à la production d'électricité. Pourtant, l'industrie nucléaire, militaro-civile, est une menace permanente et la cause de millions de morts prématurés, maladies graves, réduction de notre espérance de vie dans des conditions acceptables. Elle empêche en outre, dans le pays le plus nucléarisé au monde en rapport au nombre d'habitants (la France), que des solutions décentralisées et à la portée de tous se développent pour réduire la dépendance aux énergies fossiles, aux multinationales de l'énergie et aux banques prédatrices.

Mais ce message n'intéresse pas les « grands médias », ni d'ailleurs les partis politiques et « grandes ONG écologistes », qui ne veulent surtout pas se fâcher avec les nucléocrates. En France, ceux-ci les contrôlent, directement (télévisions et radios publiques) ou indirectement, par le jeu des aides publiques à la presse, de publicités rémunératrices, de la reconnaissance de certaines ONG écologistes comme interlocuteur privilégié de l'Etat voire comme partenaires.

Au niveau mondial, les enfumeurs nucléocrates sont les représentants des États qui siègent au conseil de sécurité de l'ONU. Leurs dirigeants se moquent bien du climat et des conditions d'existence de la majorité des habitants de la planète. Ce qui les intéresse c'est de maintenir leur domination, et leur pouvoir sur le reste du monde, que l'arme et l'industrie atomiques sont censées leur fournir. Au quotidien ce pouvoir repose sur le mensonge systématique et sur son acceptation par une population sous influence des propagandes d'État. Et lorsque le mensonge ne suffit plus ils savent utiliser la corruption et la violence pour arriver à leurs fins.

En France, les enfumeurs nucléocrates sont au cœur même de l'appareil d'Etat (politiciens, hauts-fonctionnaires des ministères et de l'Agence des participations de l'Etat), du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, des directions des multinationales de l'énergie et de l'armement (EDF/Framatome, Orano ex Areva, TechnicAtome et Naval Group), de la plupart des grandes banques publiques (BPI France) et privées.

Les vérités assénées et les mensonges systématiques au pays de l'atome

Les nucléocrates ont toujours utilisé des arguments fallacieux pour justifier leurs décisions de construire des armes atomiques et tout ce qui va avec, mines et usines de traitement et d'enrichissement d'uranium, réacteurs nucléaires, usines d'extraction des matières fissiles issues des réacteurs et destinées à la fabrication des bombes, stockages de déchets radioactifs, etc.

Ils ont utilisé les peurs du moment et les ont exacerbées, par des concepts adaptés à ces peurs, pour obtenir le silence ou même le consentement de la population sur des projets qui n'avaient aucune légitimité démocratique, aucune vraie justification économique ou stratégique, mais des conséquences désastreuses pour l'humanité. On peut citer le concept d'atome pour la paix, utilisé pour faire accepter une nouvelle étape dans la nucléarisation du monde après Hiroshima et Nagasaki.

On peut aussi citer les concepts d'indépendance stratégique et énergétique qu'apporteraient d'une part l'arme atomique et d'autre part les centrales nucléaires. On peut enfin citer la fiction de l'énergie nucléaire abondante, propre, sûre et bon marché.

Ces concepts et ces fictions ont fait long feu et il est de plus en plus évident que l'industrie nucléaire n'a apporté aucune solution aux problèmes qu'elle prétendait régler. Elle constitue au contraire un problème majeur qui peut conduire à la destruction de l'humanité.

Les nucléocrates n'ont pourtant pas renoncé au mensonge pour assurer leur pouvoir. Leur dernière tromperie est celle du nucléaire « énergie décarbonée » qui permettrait de « sauver le climat ».

C'est avec ce type d'arguments que le ministre Hulot a justifié en 2018 le report de dix ans de l'échéance, fixée en 2015 dans la loi « de transition énergétique pour la croissance verte », à laquelle la part du nucléaire dans la production d'électricité devait être réduite à 50 %. Et comme il lui était impossible d'assumer ce mensonge, dicté par les chefs nucléocrates Macron et Philippe, il a fini par démissionner en qualifiant le nucléaire de « folie inutile, économiquement, techniquement, dans laquelle on s'entête ».

Tout était dit et cependant, ni les médias dominants, ni les grandes ONG écologistes avec salariés, n'ont compris et retenu la leçon. Le boisseau du mensonge est rapidement retombé sur la France nucléarisée. C'est ainsi que dans les « marches pour le climat » le problème majeur de la contamination du monde par l'industrie nucléaire n'est quasiment jamais évoqué.

Heureusement, de nombreux grains de sable commencent à s'introduire dans le système bien huilé de la communication nucléariste. Un des derniers médiatisés, s'appelle Greta Thunberg et met en cause la France nucléariste pour son « inaction climatique ». Ayant touché le point sensible elle s'est fait rabrouer par le Président Macron qui n'avait pas senti venir le coup. Il ne sent d'ailleurs pas grand-chose venir, l'expérience des « gilets jaunes » l'a bien montré.

Pour crever l'abcès atomique et dénoncer les « sauveurs de climat » qui voudraient continuer à empoisonner l'humanité, au risque de la faire disparaître, une décontamination sévère de la « novlangue » nucléariste est indispensable.

Les crimes et châtements de l'industrie atomique

Les effets néfastes de la radioactivité sur les organismes vivants sont connus de longue date. La découverte de la fission atomique et ses applications à la construction des bombes atomiques et de réacteurs nucléaires ont conduit à la production industrielle de « produits de fission » et de déchets radioactifs dont les dangers persisteront pendant des millions d'années. Plus le nombre d'installations atomiques et leur durée d'utilisation augmente, plus augmente aussi la probabilité que des êtres humains soient contaminés, soit directement par les rejets gazeux et liquides chroniques ou accidentels de l'industrie nucléaire, soit par contact avec des produits ou milieux contaminés. Et les descendants des personnes contaminées pourront être affectés à leur tour, même s'ils ne sont pas directement exposés. L'espèce humaine n'est pas adaptée à la radioactivité artificielle et la plupart des organismes vivants non plus. Toute dose reçue, même la plus faible, est préjudiciable à la santé, surtout si l'exposition est chronique.

Pour cacher cela, et pour couvrir ses méfaits, l'industrie atomique et les États qui la soutiennent ont fait en sorte de s'adjoindre les services de l'ONU par le biais de ses

structures chargées de santé publique (Organisation Mondiale de la Santé), de prolifération nucléaire (Agence Internationale de l'Énergie Atomique) et de simulation du climat futur (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat). Et c'est ainsi que l'OMS alliée à l'AIEA a toujours nié l'ampleur des dégâts causés à la nature par l'industrie nucléaire au cours de décennies d'« essais » atomiques, de rejets radioactifs chroniques dans l'environnement, et de plusieurs catastrophes majeures.

Ces dommages ont pourtant fait l'objet d'observations et d'études scientifiques, depuis de nombreuses années, par des experts indépendants de l'industrie et des États nucléaristes. Les résultats se chiffrent en dizaines de millions de morts prématurées et en centaines de millions de maladies graves (cancers, pathologies cardio-vasculaires, etc.). Les conséquences sur le génome humain, de ces contaminations et irradiations, vont persister à très long terme.

Trop peu d'États « fauteurs de troubles » ont à ce jour décidé d'arrêter ces machines infernales potentiellement destructrices de l'humanité tout entière.

Les dirigeants français, qui se gaussent d'être des leaders de la lutte contre le changement climatique, sont avant tout des leaders de la destruction atomique.

Et ils peuvent en toute impunité s'appuyer sur les travaux du GIEC pour lequel l'énergie nucléaire fait partie des solutions pour limiter le réchauffement climatique.

L'énergie nucléaire ne sauvera pas le climat

Malgré les efforts considérables des nucléaristes, pour imposer cette énergie, la totalité des réacteurs nucléaires en service dans le monde en 2016 n'a fourni que 10 % de la totalité de l'électricité produite (26,5 % l'ont été à partir d'énergies renouvelables et le reste à partir de sources d'énergie fossile). Cette proportion est en constante diminution depuis plusieurs années. Et il est très peu probable qu'elle augmente, du fait de l'absence de compétitivité de cette filière par rapport aux autres techniques de production d'électricité, notamment à partir d'énergies renouvelables. Les réacteurs nucléaires n'existent que parce que l'industrie nucléaire est très largement subventionnée, ou directement aux mains des États.

L'électricité ne constituant qu'environ 20 % de toute l'énergie consommée, au niveau mondial, l'énergie nucléaire n'a contribué en 2016 qu'à hauteur de 2 % à la satisfaction des consommations énergétiques.

C'est dérisoire après une soixantaine d'années de développement soutenu par les États nucléaristes de la planète. Et c'est une réalité qui remet en cause radicalement l'idée très française selon laquelle on ne pourrait pas se passer de l'électronucléaire. S'il y a bien une urgence climatique, ce n'est sûrement pas cette industrie aux capacités dérisoires et aux coûts faramineux qui pourra contribuer de manière significative, et à suffisamment court terme, à la réduction des consommations d'énergie fossile.

L'arrêt immédiat et définitif de la production d'électricité nucléaire, petit pas préalable pour préserver le climat, grand pas pour l'humanité

L'arrêt immédiat de la production d'électricité nucléaire à l'échelon mondial n'aurait quasiment aucun impact sur la satisfaction des besoins en énergie, sur le coût de l'énergie, et sur le niveau global d'émissions de gaz à effet de serre.

Il permettrait par contre de réduire de manière drastique la prolifération nucléaire, les risques d'accident grave, les rejets de radioactivité dans l'environnement, la

production de déchets nucléaires ingérables, et les coûts pour les générations futures.

Il permettrait également de réduire très significativement les dépenses consenties par les États pour maintenir artificiellement en vie une industrie nucléaire archi déficitaire, de dégager la voie pour les énergies renouvelables et d'engager sérieusement la décroissance des consommations d'énergies fossiles.

Il nécessiterait évidemment dans un premier temps de brûler un tout petit peu plus d'énergies fossiles, de manière transitoire, sans accroissement notable des émissions de gaz à effet de serre (de l'ordre de 2 % dans l'hypothèse, peu probable, où aucune autre action correctrice ne serait déployée dans le même temps).

Et ce qui est possible au niveau mondial l'est également en France, en utilisant tous les moyens techniques et les mécanismes économiques existants, dont les interconnexions avec nos voisins européens.

Les risques inconsidérés et impasses d'une « sortie progressive » du nucléaire

A l'inverse, miser sur le développement des énergies renouvelables pour arrêter le nucléaire, en espérant réduire les émissions de gaz à effet de serre, c'est prendre le risque d'une catastrophe (au rythme actuel de développement des énergies renouvelables « intermittentes » en France et compte tenu de l'âge et de l'état des réacteurs nucléaires) et « prier » pour qu'elle n'arrive pas. C'est aussi accepter de poursuivre la production de déchets radioactifs et de rejets chroniques de radioactivité dans l'environnement en France et dans tous les pays impliqués dans notre approvisionnement en uranium ou proches de nos frontières. C'est enfin continuer à creuser les déficits publics liés à une industrie nucléaire en perte. C'est irresponsable et l'on ne peut pas prétendre être écologiste si l'on soutient une telle approche.

Et que dire de la posture de ceux qui comptent sur une prochaine catastrophe pour « réveiller les consciences » et permettre enfin la mise à l'arrêt définitif du parc nucléaire français ? Non seulement c'est complètement irresponsable, au regard des conséquences sanitaires et humaines, mais c'est aussi méconnaître le peu de cas qu'en ont fait jusqu'à présent les États qui continuent à soutenir cette énergie de destruction massive.

Pour le mouvement écologiste français il serait donc grand temps de reconsidérer les enjeux en sortant du raisonnement étroit imposé par les nucléaristes, de hiérarchiser les problèmes et de revendiquer l'arrêt immédiat du nucléaire.

Le nucléaire, énergie décarbonée et enfumage de circonstance

Un exemple typique de raisonnement étroit est le recours au concept d'énergie décarbonée pour justifier le nucléaire comme faisant partie des solutions pour limiter le réchauffement climatique.

C'est le même type de logique que celle de l'industrie agrochimique qui prétend protéger les plantes, et nos ressources alimentaires, en tuant des milliards d'insectes, de pollinisateurs, d'oiseaux, etc., par la diffusion massive d'insecticides, herbicides et fongicides. Le résultat en est la contamination de toute la chaîne alimentaire et la baisse durable de production de nourriture saine. Et pour masquer cela l'industrie agrochimique finance de très nombreuses recherches pour faire porter le chapeau à des maladies diverses et variées, ainsi qu'au réchauffement du climat, dont seraient victimes les insectes, les petits mammifères et les oiseaux.

De même, pour les nucléaristes, il s'agit de masquer les méfaits bien réels de l'industrie nucléaire en réduisant les problèmes environnementaux à la question climatique, puis de réduire celle-ci aux émissions de gaz à effet de serre, et au bout du compte à celle du seul CO₂.

Ils peuvent pour cela s'appuyer sur les travaux du GIEC, dont les publications récurrentes ramènent sans arrêt le débat public à la question du climat futur, simulé à partir de scénarios d'occupation des sols et d'émissions de gaz à effet de serre. Pour le secteur de la production d'électricité, ces émissions sont calculées à partir d'un indicateur exprimé en grammes de CO₂ équivalent émis par kWh. Comme la réaction de fission atomique n'est pas une réaction de combustion, en tant que telle elle n'émet pas de gaz à effet de serre. Ceci permet aux nucléaristes de présenter l'énergie nucléaire comme un moyen de lutte contre le réchauffement du climat futur sans pour autant prouver qu'elle ait contribué à réduire le réchauffement actuel. C'est évidemment une présentation biaisée et assurément trop grossière pour des observateurs attentifs. Car il y a bien des émissions de gaz à effet de serre pour faire fonctionner les réacteurs nucléaires : en amont pour les alimenter en matières fissiles (mines, traitement et enrichissement de l'uranium, fabrication et transport des éléments improprement qualifiés de « combustibles »), ensuite lors de l'ensemble des processus d'exploitation et de maintenance des réacteurs (approvisionnement des réacteurs, déplacements du personnel d'exploitation et de maintenance, climatisation des bâtiments, etc.) puis pour tout ce qui se passe en aval des réacteurs (gestion, transport et traitement des déchets) et enfin lors des phases de démantèlement. C'est pourquoi le GIEC et les nucléaristes utilisent un indicateur d'émission de gaz à effet de serre déterminé, par des spécialistes des « analyses de cycle de vie », à partir de données ou d'hypothèses invérifiables par le commun des mortels et sans qu'on en connaisse précisément les limites dans l'espace et dans le temps.

Une revue des publications scientifiques à ce sujet met en évidence des « émissions spécifiques », calculées pour le nucléaire, allant de 1,4 à 288. C'est dire si l'on peut faire confiance à ce genre de calculs et d'indicateur ! Néanmoins, certains avancent une valeur médiane de 60 g/kWh pour caractériser les émissions équivalentes de CO₂ des centrales nucléaires. Et une valeur moyenne de 12 g/kWh est utilisée pour les bilans d'émissions réalisés pour les travaux du GIEC.

Ce qui est sûr c'est que, en l'état actuel de la technique, les centrales nucléaires ne peuvent pas fonctionner sans énergies fossiles, pour les équipements industriels à l'amont et à l'aval des réacteurs, pour l'alimentation de secours de ces derniers en cas de défaillance et pour compléter leur production, notamment lors des pointes de consommation ou des pannes.

Ce qui est sûr également c'est que les émissions de gaz à effet de serre dues à la production d'électricité nucléaire ne sont pas nulles.

Mais surtout, et c'est là l'essentiel, cela n'a aucun sens de ne s'intéresser qu'aux émissions de gaz à effet de serre pour caractériser les impacts environnementaux de l'industrie nucléaire.

Pour les nucléaristes, le choix de cet indicateur unique (comme leur pensée !) permet d'occulter tous les autres ravages environnementaux et sanitaires dont ils devraient répondre (pollutions radioactives et chimiques de l'air, de l'eau, des sols...).

L'écran de fumée (décarbonée ?) sur le réchauffement du climat par le nucléaire

Accessoirement, le concept d'énergie décarbonée, permet aussi de créer un écran de fumée sur le fait qu'au moins deux tiers de la chaleur issue des réacteurs nucléaires est rejetée dans l'environnement, soit directement sous forme de chaleur qui chauffe les cours d'eau et les mers, soit sous forme de gaz à effet de serre (vapeur d'eau), sans parler de la chaleur dégagée dans la nature par les déchets radioactifs qu'il faut refroidir pendant de longues années ou, pour certains, de nombreuses générations.

Pour illustrer ce que représente cette pollution thermique de l'environnement par les réacteurs nucléaires français on peut estimer qu'elle correspondait en 2017 à près de 3,5 fois la consommation d'énergie pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire de la totalité du parc de logements français.

La production d'électricité nucléaire contribue donc bien à réchauffer le climat, localement et globalement. Le nucléaire « énergie décarbonée » est un mensonge des nucléaristes français, qui n'en sont pas à leur coup d'essai en la matière. Et leur hypocrisie est sans bornes lorsqu'ils prétendent « sauver le climat » alors qu'ils font tout pour obtenir les dérogations nécessaires à l'abattage d'une forêt protégée au Kazakhstan afin d'exploiter plus facilement l'uranium contenu dans son sous-sol.

La « grandeur » et la dépendance énergétique de la France

Au mépris de la réalité, les zéloteurs de l'énergie nucléaire la présentent comme propre et apte à relever le défi de la préservation du climat. Cela leur permet de la mettre dans la même catégorie que les énergies renouvelables. C'est ainsi qu'ils « verdissent » une énergie de destruction massive et se font désormais les chantres d'un système énergétique qui serait alimenté exclusivement par le nucléaire et les renouvelables, nous promettant une totale indépendance énergétique de la France.

Ainsi, au mensonge de l'énergie décarbonée, s'ajoute une autre escroquerie intellectuelle plus ancienne basée sur le concept « d'indépendance énergétique ». Ce dernier a été utilisé à l'origine par l'État français pour faire accepter les dangers, les nuisances, et les dommages inacceptables de la production d'électricité nucléaire. Il est du même acabit que le concept « d'indépendance stratégique » que nous procurerait l'arme atomique (le prix de cette prétendue indépendance c'est la possibilité de destruction totale de l'humanité et donc de notre autodestruction).

A la base de ce concept il y a un indicateur, le taux d'indépendance énergétique. En France, selon l'INSEE, celui-ci est le rapport entre la production nationale d'énergie primaire (charbon, pétrole, gaz naturel, nucléaire, hydraulique, énergies renouvelables) et la consommation en énergie primaire, une année donnée. Ce taux peut se calculer pour chaque type d'énergie ou globalement, toutes énergies confondues. Un taux supérieur à 100 % traduit un excédent de la production nationale par rapport à la consommation avec une accumulation de stock ou un solde exportateur.

Selon cette définition, et les publications officielles, le taux d'indépendance énergétique de la France était de 53,5 % en 2016. La France, c'est une évidence, n'assure pas son indépendance énergétique avec son parc nucléaire, pourtant

démesuré. Mais surtout, la valeur élevée de l'indicateur résulte d'un double tour de passe-passe qui consiste à considérer pour l'énergie nucléaire :

- que les « combustibles nucléaires » élaborés en France sont une production d'énergie locale alors que l'uranium utilisé pour les fabriquer est entièrement importé ;
- que la chaleur dégagée par la fission atomique est à la fois une production et une consommation d'énergie primaire alors qu'en réalité 2/3 de cette chaleur est irrémédiablement perdue.

Avec ce type de raisonnement, du pétrole brut importé puis raffiné en France serait une production d'énergie nationale, et des pertes de chaleur irrécupérables contribueraient à l'indépendance énergétique de la France ! C'est absurde.

En réalité, les seules sources d'énergie contribuant à l'indépendance énergétique de la France sont les renouvelables et le peu de pétrole et de gaz de mines extraits du sous-sol. On est bien loin du taux d'indépendance énergétique annoncé par l'INSEE. Et la France reste complètement dépendante des énergies fossiles malgré sa très forte proportion d'électricité nucléaire.

Pour illustrer ce fait, il suffit de comparer la consommation d'énergies fossiles de la France avec celle de l'Italie, qui n'a plus aucun réacteur nucléaire en fonctionnement et dont le nombre d'habitants est très proche (en 2016, 60,6 millions en Italie pour 67 millions en France). En 2016 l'Italie a consommé 120,6 Mtep sous forme de charbon, de pétrole et de gaz. La même année, la France en a consommé 116,1 Mtep.

L'Italie, de son côté, augmente régulièrement la part des énergies renouvelables dans sa production d'électricité (moins de 16 % en 1990, 39 % en 2016). Or en 2016 la France arrivait à peine à 18 %. Son taux d'indépendance énergétique est de cet ordre pour l'électricité et d'environ 10 % pour l'ensemble des énergies consommées.

Avec le nucléaire, l'indépendance énergétique est impossible, sauf à considérer que le Kazakhstan, le Niger, le Canada, ... sont la France ou que de nouvelles ou anciennes mines d'uranium peuvent être exploitées sur le sol français !

Nous sommes donc dans une totale dépendance à un appareil d'État, à une technologie dont une partie est importée, à un petit nombre d'individus qui la font fonctionner, et envers quelques pays qui nous fournissent l'uranium. Et nous sommes complètement dépendants des énergies fossiles, importées en quasi-totalité.

Le « qui perd gagne » des nucléaristes français

Le recours massif à l'énergie nucléaire, pour produire de l'électricité, n'a fait qu'ajouter une consommation supplémentaire d'énergies carbonées à celles déjà utilisées pour les autres usages.

Avec le mythe d'une énergie nucléaire quasi illimitée les nucléocrates ont enfermé la France dans une triple dépendance énergétique :

- aux importations de matières fissiles pour le nucléaire ;
- aux importations d'énergies fossiles ;
- aux importations d'électricité pendant les périodes de pointe en hiver dues au chauffage électrique poussé par les nucléaristes.

A cette dépendance extrême ils ont ajouté :

- le danger extrême constitué par l'ensemble des matières radioactives détenues par l'industrie nucléaire, militaire et civile, ainsi que le risque de prolifération qui va avec ;
- la faible résilience aux aléas techniques, climatiques, économiques, sociaux, politiques, d'un système de production d'électricité nucléaire hyper-concentré ;
- la déresponsabilisation complète d'une classe politique nationale, asservie à leurs mythes et mensonges, et d'élus locaux corrompus par l'argent du nucléaire lorsqu'ils sont proches de ses installations.

Et ces méfaits s'accompagnent de dommages collatéraux liés à l'utilisation massive de l'énergie nucléaire pour la production d'électricité :

- forte diésélisation du parc automobile, avec les conséquences sur la santé que l'on connaît ;
- développement important du chauffage électrique, avec des conséquences économiques, sociales et sanitaires graves ;
- désindustrialisation et importation massive de produits manufacturés, avec les conséquences sociales et environnementales que l'on connaît également.

Ces trois types de dommages sont caractéristiques d'une approche qui consiste à prétendre régler un problème alors qu'elle ne le fait pas mais en ajoute d'autres.

La diésélisation du parc automobile, par la moindre taxation du gazole carburant, avait pour objectif initial de préserver l'industrie française du raffinage malmenée par le programme nucléaire et l'électrification concomitante du chauffage au détriment du fioul domestique. Dans un deuxième temps, elle a été justifiée par les moindres émissions de CO₂, au km parcouru, par rapport à la motorisation essence. Et dans un troisième temps, après avoir fait mine de découvrir soudain ses méfaits sur la santé, on la décrie et on taxe ceux qui ont eu le tort de croire aux mensonges de l'État nucléariste.

L'essor important du chauffage électrique en France, à partir des années 1970, est le résultat d'une politique délibérée de l'État et d'EDF à l'époque où celle-ci était encore une entreprise publique. Il s'agissait alors d'accroître massivement les ventes d'électricité, synonymes de recettes à court terme, pour financer le programme de construction des réacteurs nucléaires. Le « chauffage électrique intégré », imaginé par EDF, était un système de chauffage par convecteurs électriques à faible coût d'investissement et facile à mettre en œuvre, plébiscité pendant trois décennies par les promoteurs immobiliers. Cette politique a eu plusieurs conséquences désastreuses :

- le développement de la précarité énergétique et l'insuffisance de chauffage des logements des plus pauvres du fait du coût élevé de l'électricité (la plus chère des énergies) ;
- l'augmentation de la pollution de l'air intérieur et extérieur par des équipements de chauffage d'appoint de piètre qualité (bois et pétrole), fortement émetteur de particules fines, de monoxyde carbone et de COV nocifs pour la santé ;
- l'augmentation des pics d'appels de puissance en hiver sur le réseau électrique et la nécessité d'y faire face avec des moyens de production anciens et peu performants utilisant les énergies fossiles (charbon, gaz, fioul).

Le coût élevé de fonctionnement du chauffage électrique a conduit les plus pauvres à des conditions de vie dégradées dans des logements insuffisamment chauffés en hiver et souvent mal ventilés. Les utilisateurs qui en avaient la possibilité technique et financière, propriétaires ou locataires de maisons individuelles, se sont équipés d'appareils individuels de chauffage au bois à faible coût et souvent de mauvaise qualité (cheminées ou inserts). D'autres se sont équipés de chauffage d'appoint à pétrole, avec évacuation des fumées dans le logement. Cela a conduit à la pollution de l'air intérieur des logements et à des pics de pollution de l'air extérieur en période hivernale s'ajoutant à celle des automobiles majoritairement équipées de moteurs diesel. Ces pollutions se sont additionnées à celles des vieilles centrales électriques à combustibles fossiles nécessaires pour satisfaire les appels de puissance en pointe générés par le chauffage électrique. La France, avec son programme nucléaire et son chauffage électrique, a créé une machine infernale de pollution de l'air et de précarisation, des individus et de l'économie tout entière.

Dans un autre registre, la désindustrialisation de la France, pour ce qui concerne un ensemble de produits manufacturés de consommation courante, peut être considérée en partie comme une conséquence du développement de l'industrie nucléaire. En effet, celle-ci a capté pendant au moins trois décennies l'essentiel des capitaux et des compétences disponibles au détriment des autres industries. Le résultat est l'importation massive de produits manufacturés, dans un cadre de normes sociales et environnementales dégradées, permettant certes de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'Hexagone mais conduisant à une augmentation hors de France des émissions dues à la fabrication des produits importés. Ainsi, entre 1995 (année où le programme nucléaire français était pratiquement achevé) et 2016, les émissions globales des principaux gaz à effet de serre (« empreinte carbone ») de la France ont augmenté, passant de 10,25 à 10,35 t_{eq}CO₂/personne. La nucléarisation de la France, pour sa production d'électricité, n'a donc pas conduit à une diminution de son « empreinte carbone ».

En dépit de ces nombreux méfaits, le projet affiché par le gouvernement actuel, avec la « stratégie nationale bas carbone », est un système énergétique entièrement basé en 2050 sur le nucléaire, les renouvelables, le pilotage de la consommation en fonction des contraintes de la production (compteurs Linky) et le stockage d'électricité.

Cette stratégie consisterait à assurer toutes les consommations d'énergie uniquement par de l'électricité « décarbonée », de la chaleur et du gaz produits par des sources d'énergie renouvelable. Elle nécessiterait de remplacer, à marche forcée, les voitures à moteurs thermiques par des véhicules électriques, et les chauffages au fioul et au gaz par des pompes à chaleur ou du chauffage électrique par résistances.

Au vu de l'état actuel des réacteurs nucléaires existants, de l'industrie nucléaire et des finances publiques, il est très peu probable que cette stratégie aboutisse. Mais il est certain que sa mise en œuvre, même partielle, aurait des conséquences sociales, sanitaires, environnementales et économiques, très dommageables pour la majorité de la population. Il suffit, pour s'en convaincre, d'observer ce qu'il s'est passé au cours des cinquante dernières années.

Regarder ailleurs ou éteindre l'incendie nucléariste ?

Pour l'heure, le gouvernement utilise la promesse habituelle, « demain on rase gratis » (et demain c'est toujours plus tard), pour donner l'illusion qu'il agit pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Un certain Chirac, qui regardait ailleurs pendant que la maison brûlait, nous avait déjà fait le coup et prétendait en outre réduire la fracture sociale ! N'attendons pas la facture astronomique du nucléaire pour l'arrêter définitivement et sans attendre. Il y a urgence à éteindre l'incendie nucléariste.

François Vallet – Novembre 2019

** Les nucléocrates sont les dirigeants politiques, fonctionnaires d'État, militaires, industriels, scientifiques et ingénieurs, banquiers ...qui tiennent ou pensent tenir leur pouvoir de l'arme atomique et de l'industrie qu'elle nécessite. La plupart du temps ils sont aussi nucléaristes, c'est-à-dire fervents promoteurs de l'industrie nucléaire militaro-civile. Les écologistes, contrairement aux nucléocrates, ne détiennent pas de pouvoir du fait d'une arme ou industrie quelconque sur laquelle ils auraient la main (sauf s'ils sont ministres, ce qui ne dure jamais longtemps). Les écologistes sont les promoteurs de l'écologie qui est la science des interactions entre les espèces vivantes et leurs milieux de vie. Ils ont le pouvoir d'alerter et d'informer sur ce qu'ils savent des menaces sur la vie.*

Références bibliographiques

- . *Les Nucléocrates* – 1978 – Philippe Simonnot - Presses universitaires de Grenoble
- Collection capitalisme et survie
- . *Recommandations 2003 du Comité Européen sur le Risque de l'Irradiation* – 2004 –
CERI – Editions Frison Roche
<https://www.editions-frison-roche.com/produit/175/9782876714496/ceri-2003>
- . *Jean Rostand : Un biologiste contre le nucléaire* – 2012 – Textes choisis et
commentés par Alain Dubois – Editions Berg International
http://www.berg-international.fr/liste_ouvrage.php?recordID=532&cate=5
- . *La comédie atomique : l'histoire occultée des radiations* - 2016 - Yves LENOIR -
Editions La Découverte
http://www.editions-ladecouverte.fr/catalogue/index-La_com_die_atomique-9782707188441.html
- . *Petit mémento énergétique – Fiche n°5, la dépendance énergétique* – 2003 –
Global Chance
<http://www.global-chance.org/IMG/pdf/GCnHS1p14-15.pdf>
- . *Valuing the greenhouse gas emissions from nuclear power: a critical survey* – 2008
– Benjamin Sovacool – University of Sussex
<http://sro.sussex.ac.uk/id/eprint/58137/>
- . *High-priced and dangerous: nuclear power is not an option for the climate-friendly energy mix* - DIW Weekly Report, bulletin from the German Institute for Economic Research – N°30 - 2019
https://www.diw.de/documents/publikationen/73/diw_01.c.670578.de/dwr-19-30.pdf

- . *WNISR2019 Assesses Climate Change and the Nuclear Power Option*
<https://www.worldnuclearreport.org/WNISR2019-Assesses-Climate-Change-and-the-Nuclear-Power-Option.html>

- . *Contenu CO₂ de l'électricité : une question d'objectifs !* – Les cahiers de Global Chance – N°27 janvier 2010
<http://www.global-chance.org/IMG/pdf/GC27p39-45.pdf>
- . *Le nucléaire n'est pas bon pour le climat, il est bon pour la retraite* – 2016 – Ritimo
<https://www.ritimo.org/Le-nucleaire-n-est-pas-bon-pour-le-climat-il-est-bon-pour-la-retraite>
- . *Le tout diesel : un dommage collatéral du nucléaire* – 2019 – L'Argus
<https://pro.largus.fr/actualites/le-tout-diesel-un-dommage-collateral-du-nucleaire-9776390.html>

- . *Le nucléaire : peut-on et doit-on s'en passer ?* – 2009 - Marie-Christine Gamberini
<https://local.attac.org/finistere/IMG/pdf/gamberini-sepasserdunucleaire-toulouse-29-1-09.pdf>
- . *Négationnisme nucléaire et climat, concurrence des catastrophismes* – 2019 – Annie et Pierre Péguin
<http://collectif-adn.fr/entree.html>
- . *De la découverte de l'atome à la découverte de l'ADN* – 2019 – François Vallet
<http://collectif-adn.fr/entree.html>
- . *L'arrêt du nucléaire est techniquement possible à l'échelle européenne* – 2019 – Elisabeth Brenière et François Vallet
<http://collectif-adn.fr/2019/arret-immédiat-europe.html>
http://collectif-adn.fr/2019/Arret_immédiat_Europe.pdf
- . *Ordres de grandeur pour les différentes sources de production d'électricité* – 2019 – François Vallet - <http://collectif-adn.fr/entree.html>